

devant toute éventualité, — elle a ouvertement proclamé que la seule réforme possible consistait dans la proclamation du recours à la guerre. Ainsi, la France a rejoint non seulement les déclarations de Baldwin disant que la preuve de cette nécessité a été faite par M. Mussolini, mais aussi la politique centriste qui veut un réseau d'alliances militaires pour faire échec à Hitler. Le premier épisode de la guerre mondiale semble ne pas se relier directement et immédiatement avec le déclenchement du conflit mondial. Dans l'état actuel de l'empoisonnement chauviniste des masses les groupements communistes n'ont plus une minute à perdre s'ils veulent s'acquitter de leur tâche. Incapables qu'ils sont de battre aujourd'hui l'ennemi, ils ont le devoir de préparer les conditions qui permettront au prolétariat de remporter sa victoire pour s'acheminer vers la société communiste.

Beiso n'a pas été acquitté

Cinq années de bague et vingt ans d'interdiction de séjour pour Beiso.

« Cette condamnation, écrit l'organe des centristes italiens, honore le jury parisien. » Peut-être ! Mais elle marquera du sceau de l'infamie le centrisme qui n'a pas reculé devant la pire des bassesses pour étrangler un militant honnête et dévoué à la cause révolutionnaire.

Commençons par constater que si le centrisme avait adopté il y a un an l'attitude qu'il prit au procès, nous n'aurions pas eu la tragédie de Beiso et la mort de Montanari. Si en réponse aux instances de Beiso le centrisme avait retiré sa mise en garde et employé le langage de Viennay, l'avocat de la partie civile qui a abandonné aux Assises l'accusation de provocateur, rien ne se serait passé et l'on aurait épargné deux victimes.

Mais durant le procès le centrisme n'a effectué qu'une manœuvre odieuse. Pour obtenir une condamnation de principe, pour jeter Beiso au bague le centrisme l'a lavé de sa dénonciation infamante. Ainsi pendant cinq ans il pourra « expier » son geste de colère devant les méthodes criminelles de ceux qui jettent le nom de provocateur aux communistes qui veulent continuer la lutte pour la révolution. Mais dans sa prison Beiso ne sera pas seul : des milliers de révolutionnaires « expient » également en Russie leur fidélité à leur idéal de classe. Ils n'ont tué personne, mais le centrisme veut tuer en eux toute fermeté prolétarienne.

Et pourquoi donc le parti communiste aurait-il abandonné l'accusation de provocateur ? Parce qu'il aurait voulu reconnaître une erreur commise par lui ? Si cela avait été le cas, il aurait renoncé à se porter partie civile et aurait abandonné l'accusation au cours même du procès quand les dépositions des témoins de la défense eurent détruit l'accusation de provocateur lancée contre Beiso. Ni Peri, ni Gennari ne purent prouver que la mise en garde du « Cri du Peuple » était fondée et devant les questions précises de M. Morro-Giaffery ils s'effondrèrent pitoyablement. Enfin, le P. C. eut beau fabriquer de faux témoins tels Franti, rien n'y fit et la déposition des témoins de la défense fut irréfutable. Un camarade de notre fraction cité par la défense fit d'ailleurs au procès la déclaration suivante : « Beiso ne fait pas partie de notre organisation. J'ai eu une brève discussion politique avec lui quand il vint me demander des journaux et des revues. Au cours de celle-ci Beiso manifesta des désaccords avec la ligne politique du parti, mais d'une façon encore confuse. »

Lorsque l'avocat centriste lui demanda pourquoi la presse de notre fraction avait pris la défense de Beiso, notre camarade lui répliqua en citant son propre cas. Pour voir dans une réunion organisée par le centrisme exposé des divergences avec la politique du parti, il fut dénoncé dans la presse comme étant un provocateur, lequel était continuellement armé. Quelques jours plus tard des inspecteurs de la Sécurité